



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 28/01/2015

Réception par le préfet : 28/01/2015

Publication : 28/01/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

Le 26 Janvier 2015

Question n° 22

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	31
Nombre de Pouvoirs	2
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le 27 Janvier 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 Janvier 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle MONTIER, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusées ayant donné pouvoir :

Nicole LANGLOIS (Pouvoir à Daniel FIDELIN), Nada AFIOUNI (Pouvoir à Pascal DUMESNIL).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 26 JANVIER 2015

QUESTION : n° 22

5-7

OBJET : Fourniture d'Electricité – Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et marché de fourniture d'électricité – Convention de groupement de commandes avec la CO.D.A.H. – Signature – Autorisation

RAPPORTEUR : Monsieur Dominique THINNES

Depuis le 1^{er} Juillet 2004, en application des directives communautaires et des lois de transposition (10 Février 2000 et 3 Janvier 2003), l'ensemble des clients non résidentiels peuvent s'adresser aux fournisseurs d'énergie de leur choix.

Les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale ainsi que les établissements publics font partie de ces consommateurs éligibles car elles présentent le statut de client professionnel.

Les tarifs réglementés de vente (TRV) disparaîtront définitivement en 2016 en ce qui concerne l'électricité.

De ce fait, il convient d'avoir un marché de fourniture d'électricité d'ici le 1^{er} Janvier 2016.

Dans ce cadre, et dans un souci d'optimisation, un groupement de commandes va être constitué entre la CO.D.A.H et diverses collectivités de l'agglomération, dont la Ville de Montivilliers.

Ce domaine étant complexe, il est souhaitable que les membres du groupement se fassent accompagner notamment dans la définition des besoins ou encore le choix du fournisseur.

Aussi, ce groupement de commandes inclut le marché de fourniture d'électricité proprement dit mais également le marché amont d'AMO (assistant à la maîtrise d'ouvrage).

Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes sont les suivantes :

La CO.D.A.H est désignée coordonnateur de ce groupement afin d'organiser l'ensemble des opérations de mise en concurrence et de sélection des candidats.

En ce qui concerne le marché d'AMO électricité, le coordonnateur sera chargé de signer, notifier et exécuter au nom des membres du groupement le dit marché. Il procédera également au paiement de l'intégralité des frais, objet du dit marché, dont le montant est évalué à environ 40.000 €HT.

Chaque membre du groupement remboursera ensuite la CO.D.A.H, sur présentation d'un mémoire justificatif, selon une répartition précise. La part de la Ville de Montivilliers (y compris le C.C.A.S de Montivilliers), se montera à 1 % du montant TTC des dépenses objet de la facture payée par la CO.D.A.H, soit environ 400 €HT.

La Ville de Montivilliers prendra en charge la part du C.C.A.S. de la Ville qui sera très modique (environ 40 €HT).

En ce qui concerne le marché de fourniture d'électricité, les membres du groupement s'engagent, chacun pour ce qui les concerne, à signer, avec le titulaire désigné par la CAO du coordonnateur, le marché (ou l'accord-cadre) de fourniture d'électricité résultant de la consultation régie par cette convention, à procéder à sa notification et à son exécution.

Chacune des collectivités membres du groupement procèderont au règlement des dépenses engagées à ce titre.

Néanmoins, la signature de ce marché avec le prestataire retenu fera l'objet d'une nouvelle délibération qui vous sera présenté en temps utile.

Si cette proposition recueille votre accord, je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire, à signer la convention de groupement de commandes correspondante.

Imputation budgétaire : 60612-01

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 32 Voix Pour et 1 Abstention (Gilles LEBRETON)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,